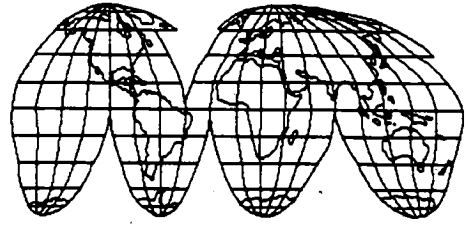


Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

This Week
in Trade and
Foreign Policy

du 5 au 11 mai 1994



**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

M. MacLaren dirigera une mission commerciale en Colombie

Le 11 mai 1994, n° 97

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé qu'il allait diriger une mission commerciale en Colombie du 16 au 19 mai prochains. Cette visite viendra appuyer les efforts des sociétés canadiennes qui cherchent à réaliser d'importantes affaires dans les secteurs colombiens des télécommunications, du pétrole, du gaz et des transports. «Le gouvernement du Canada reconnaît que le potentiel de la Colombie sur les plans du commerce et de l'investissement ne cesse de croître, a déclaré M. MacLaren. Nous essayons d'ouvrir davantage le marché colombien aux exportations canadiennes de produits et de services de haute technologie à valeur ajoutée.» Les échanges bilatéraux entre le Canada et la Colombie ont atteint un nouveau sommet de 395 millions de dollars en 1993, soit une augmentation de 10 p. 100 par rapport à 1992.

Nouvelle contribution canadienne à l'UNRWA

Le 11 mai 1994, n° 96

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le Canada versera 3,62 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Cette contribution, qui provient de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), servira à soutenir le programme de services sociaux et d'assistance humanitaire de l'UNRWA pour des réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban et en Syrie. «Améliorer les conditions de vie des réfugiés palestiniens peut contribuer directement au succès du processus de paix au Moyen-Orient. Le Canada, qui préside le Groupe de travail sur les réfugiés, soutient fermement ce processus», a déclaré M. Ouellet. Cela porte à près de 210 millions de dollars l'assistance canadienne à l'UNRWA depuis 1950.

MM. MacLaren et Martin annoncent que l'Afrique du Sud bénéficiera du Tarif de préférence général

Le 10 mai 1994, n° 95

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, et le ministre des Finances, l'honorable Paul Martin, ont annoncé que le Canada accordera le traitement du Tarif de préférence général (TPG) aux importations en provenance de l'Afrique du Sud. «Les résultats encourageants des élections multipartites et l'investiture, du président Nelson Mandela nous permettront de renforcer davantage nos relations commerciales bilatérales avec le gouvernement sud-africain démocratiquement élu, a déclaré M. MacLaren. L'octroi du régime du TPG démontre notre engagement à renforcer les liens économiques et commerciaux avec les Sud-Africains. L'octroi du TPG à l'Afrique du Sud favorisera l'intégration de ce pays à une économie internationale ouverte, a déclaré M. Martin. Cette initiative, en plus d'aider l'Afrique du Sud à accroître ses exportations, pourra aussi aider les fabricants canadiens à trouver de nouveaux débouchés.»

Le président du CICR visite le Canada

Le 9 mai 1994, n° 94

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le président du Comité international de la Croix Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga, visitera Ottawa du 9 au 11 mai prochains. Durant sa visite, M. Sommaruga rencontrera le premier ministre Jean Chrétien, le ministre Ouellet et le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi. Le Canada appuie fermement les buts et les activités humanitaires du CICR. Au cours des cinq dernières années, le Canada a versé près de 93 millions de dollars en réponse aux appels d'urgence du CICR.

M. Ouellet appuie la mission au Rwanda du représentant des droits de l'homme de l'ONU

Le 6 mai 1994, n° 93

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a demandé que la Commission des droits de l'homme des Nations Unies convoque une session extraordinaire d'urgence sur la crise au Rwanda. Cette requête fait suite à la décision du Haut Commissaire pour les droits de l'homme, M. Jose Ayala Lasso, d'entreprendre ce week-end une mission au Rwanda et au Burundi. «Le Canada appuie l'initiative du Haut Commissaire et estime que la protection des droits de la personne doit être au coeur de la réaction onusienne à cette terrible tragédie», a déclaré M. Ouellet.

Le Canada se réjouit de la décision de l'ONU de renforcer les sanctions contre Haïti

Le 6 mai 1994, n° 92

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, s'est réjoui de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) qui imposera un embargo commercial total contre Haïti. L'embargo, qui exclut les aliments et les médicaments fournis à des fins humanitaires, entrera en vigueur le 21 mai 1994. «Le Canada fait valoir depuis toujours qu'un embargo total et universellement appliqué à Haïti est nécessaire pour forcer le régime militaire *de facto* à se retirer. Je suis grandement encouragé par la décision du Conseil de sécurité», a déclaré M. Ouellet. Le Canada a fourni près de 40 millions de dollars en secours humanitaires au peuple haïtien depuis le début de la crise.

Visite de la représentante permanente des États-Unis aux Nations Unies

Le 5 mai 1994, n° 91

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que l'ambassadeur Madeleine Albright, représentante permanente des États-Unis aux Nations Unies, ferait une visite officielle à Ottawa le 9 mai. M^{me} Albright rencontrera le premier ministre, M. Jean Chrétien, le ministre Ouellet et des fonctionnaires du ministère de la Défense nationale et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Leurs entretiens porteront sur les dossiers d'intérêt commun à nos deux pays dont les Nations Unies sont saisies, y compris Haïti, l'ancienne Yougoslavie, le Rwanda, le maintien de la paix et la réforme des Nations Unies.

Mise en oeuvre de projets de forêts modèles Canada-Mexique

Le 5 mai 1994, n° 90

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et la ministre des Ressources naturelles, M^{me} Anne McLellan, ont annoncé le jumelage avec le réseau canadien de forêts modèles, de deux projets menés au Mexique dans ce domaine. Ce jumelage fait partie du Programme international de forêts modèles annoncé par le Canada au Sommet de la Terre, en juin 1992, à Rio de Janeiro. Le Mexique a été le premier pays à devenir notre partenaire dans ce programme, puis il a été suivi par la Russie. «Le débat international concernant les forêts constitue une priorité dans la politique étrangère du Canada relative à l'environnement. Le jumelage de projets entre le Canada et le Mexique indique clairement que la collaboration entre les pays est déterminante pour résoudre les questions difficiles de développement durable», a déclaré M. Ouellet.

M. MacLaren annonce la conclusion des consultations dans le cadre du Mémorandum d'accord Canada - États-Unis sur la bière

Le 5 mai 1994, n° 89

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé que le Canada et les États-Unis ont mené à bien les consultations concernant le Mémorandum d'accord sur les pratiques provinciales de commercialisation de la bière. «Je suis heureux que ces consultations aient été menées à bien et que le Mémorandum soit maintenu, a déclaré M. MacLaren. Cela nous permettra de poursuivre sans entrave le commerce de la bière entre les deux pays.»

ACDI :

Le Canada apporte une aide supplémentaire au Rwanda

Le 12 mai 1994, 94-17

Le Canada apporte une aide alimentaire supplémentaire aux réfugiés rwandais par l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). «Le Canada demeure résolu à aider les Rwandais qui connaissent des moments de souffrance extrême», a déclaré M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État à l'Amérique latine et à l'Afrique. [...] La contribution canadienne (haricots jaunes), qui s'élève à un million de dollars, servira à fournir des vivres aux réfugiés rwandais en Tanzanie, au Burundi, en Uganda et au Zaïre ainsi qu'aux personnes déplacées au Rwanda. [...] L'aide alimentaire et d'urgence fournie par le Canada au Rwanda depuis le début du conflit représente au total 4 millions de dollars. [...] Environ 100 000 personnes ont été tuées depuis le début des combats, le mois dernier, et 300 000 ont dû fuir ce pays d'Afrique centrale.

FINANCES :

Négociation d'une convention fiscale avec la République d'Estonie, la République de la Lettonie et la République de Lituanie

Le 5 mai 1994, 94-043

Le ministre des Finances, Paul Martin, a annoncé que des négociations en vue de conclure une convention fiscale sur le revenu entre le Canada et la République d'Estonie, le Canada et la République de la Lettonie et le Canada et la République de Lituanie commenceront en juillet 1994. Le but du présent communiqué est de s'assurer que les personnes dont les intérêts sont en cause aient l'occasion de renseigner le gouvernement sur les questions particulières de double imposition qui pourraient être résolues par les conventions fiscales du Canada. Le gouvernement souhaite être mis au courant des difficultés que crée les systèmes fiscaux estonien, lettonien et lituanien aux Canadiens afin que l'on en tienne compte lors de la préparation des négociations. Les personnes intéressées à exprimer leur point de vue au sujet des négociations sont priées de formuler leurs remarques par écrit au ministère des Finances, Direction de la politique de l'impôt, L'Esplanade Laurier, 140, rue O'Connor, 17^e étage, Ottawa, K1A 0G5.

Protocole modifiant la Convention fiscale signée entre le Canada et la République de Hongrie

Le 5 mai 1994, 94-042

Le ministre des Finances, M. Paul Martin, a annoncé qu'un Protocole modifiant la Convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu entre le Canada et la République de Hongrie a été signé le 3 mai à Budapest. En vertu du Protocole, le taux de la retenue à la source sur les dividendes payés à des sociétés-mères et celui de l'impôt de succursale seront réduits à 5 p. 100 d'ici 1997.

DISCOURS :

La dette du Canada, et tout particulièrement notre dette envers l'étranger, remet en cause la souveraineté de notre pays, rien de moins! Notre souveraineté est mise en cause quand nous sommes obligés de maintenir des taux d'intérêt élevés - alors que nous avons un taux d'inflation parmi les plus faibles au monde - pour intéresser les créanciers étrangers. [...] Bien loin d'investir dans l'avenir du Canada, nous jetons l'argent par les fenêtres pour payer quelqu'un d'autre. [...] Le défi essentiel de la décennie, ce n'est pas seulement le déficit. Ce n'est pas non plus seulement la croissance. C'est les deux à la fois. [...] Quiconque affirme que nous pouvons faire progresser le Canada en laissant nos travailleurs à la traîne - ou sur la touche - n'a rien compris. Et quiconque estime que nos véritables concurrents sont les autres Canadiens, n'a rien compris non plus. Ce n'est pas au reste du monde d'assurer aux Canadiens un brillant avenir. C'est à eux-mêmes - c'est-à-dire à nous - de le faire. Nous aspirons tous à une patrie meilleure. Et c'est par notre travail à tous que cette aspiration pourra devenir réalité.

Notes pour une allocution de l'honorable Paul Martin devant la Fédération canadienne du travail à Ottawa (Ontario), le 6 mai 1994, 94-045

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

M. Marchi et la communauté canadienne-ismaélienne signent une nouvelle entente de réinstallation

Le 3 mai 1994, 94-33

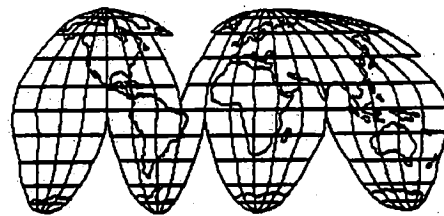
Une entente à caractère innovateur en matière de rétablissement a été signée par M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Aziz Bhaloo, président du Conseil ismaélien du Canada, et l'organisme d'aide humanitaire canadien FOCUS, en vue du rétablissement de 1 500 réfugiés au Canada. Signée le 29 avril 1994, l'entente constitue une formule nouvelle de collaboration en matière d'aide aux réfugiés. «Ce projet pilote permettra à 1 500 réfugiés asiatiques de se réinstaller au Canada grâce à nos efforts conjugués, a indiqué le ministre. Citoyenneté et Immigration Canada ainsi que la communauté d'accueil s'emploieront particulièrement à secourir les femmes et les enfants réfugiés qui se trouvent souvent dans des situations dangereuses dans les camps de réfugiés.» L'entente a effet immédiat et est valide jusqu'en avril 1997. Le financement de cette initiative, qui pour 1,1 million de dollars par année, était prévu dans le budget fédéral déposé en février 1994 et s'y trouve déjà en place.

À VENIR

- 5-11 juin 1994 : Assemblée annuelle de l'Organisation des États américains
- 9-19 juin 1994 : Réunion ministérielle de l'OTAN, du Conseil de l'Atlantique du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord (Istanbul, Turquie)
- 8-10 juillet 1994 : Sommet économique du G-7 (Naples, Italie)

T T38
in Jun 15, 1994
F Copy 1 Policy**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

June 9 - 15, 1994


**Department of Foreign Affairs and International
Foreign Policy Communications Division (BCF)**

 Dept. of External Affairs
Ministère des Affaires extérieures

(disponible en français)

JUN 22 1994

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

 RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Quellet Deplores North Korean Withdrawal from the IAEA
June 15, 1994, no. 123

"Foreign Affairs Minister André Ouellet today deplored North Korea's withdrawal from the International Atomic Energy Agency (IAEA). 'Canada strongly regrets North Korea's refusal to comply with IAEA safeguards obligations, and now its withdrawal from the agency. This only reinforces its isolation from the international community. We intend to support international measures against North Korea, including the imposition of sanctions, which may be adopted by the UN Security Council,' said Mr. Ouellet. Canada co-sponsored the June 10 resolution by the IAEA's Board of Governors, which found North Korea in non-compliance with its safeguards obligations. Canada continues to urge Pyongyang to abide by the nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)."

MacLaren Announces Visit of Vietnamese Deputy Prime Minister Khai
June 13, 1994, no. 122

"The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced that His Excellency Phan Van Khai, Deputy Prime Minister of the Socialist Republic of Viet Nam, will make an official visit to Canada from June 15 to 22. Given Deputy Prime Minister Khai's responsibility for the Vietnamese economy, his visit will focus on trade and economic relations between Canada and Viet Nam. Mr. Khai will have an opportunity to observe first hand Canadian capabilities in key export sectors such as transportation, telecommunications and oil and gas through calls on leading Canadian companies. The visit will also provide an opportunity to review other aspects of the Canada-Viet Nam bilateral relationship."

Compagnie Marie Chouinard to Perform Major European Tour
June 13, 1994, no. 121

"Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that a grant of \$120 000 would be provided to the Compagnie Marie Chouinard to enable it to make a two-stage tour of Europe. The Quebec Government is also helping to fund the tour. During the first part of its European tour, from June 15 to 22, the company will stage Marie Chouinard's work, *Les Trous du ciel*, in the German cities of Dusseldorf, Leverkusen and Neuss. During the second part, from July 18 to August 28, the company will first visit the major Contemporary Dance Festival in Châteauevallon, France, where it will stage *Le Sacre du printemps*, another of the famous Quebec choreographer's works; it will then stage the same performance in Austria (Vienna), Germany (Munich, Hamburg and Berlin) and Switzerland (Berne)."

Canada to Suspend Commercial Air Service to Haiti
June 10, 1994, no. 120

"Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Canada will suspend all commercial airline flights to Haiti in 15 days time. Air Canada, the only Canadian airline currently serving Haiti has been advised of the decision that takes effect on June 25. 'Our decision follows this week's unanimous resolution of the Organization of American States to increase pressure on the illegal regime in Haiti. I also intend to discuss with my Cabinet colleagues the possibility of additional measures,' said Mr. Ouellet."

Canada Condemns Chinese Nuclear Test
June 10, 1994, No. 119

"Foreign Affairs Minister André Ouellet condemned the test of a nuclear bomb by the Chinese Government. The Minister called upon China to refrain from any further testing and to join efforts by Canada and the international community to establish a comprehensive nuclear test ban treaty. 'At a time when all the other nuclear powers have joined a moratorium on nuclear weapons testing, China is moving in precisely the wrong direction. The survival of present and future generations of humanity depends on the responsible behaviour of nuclear powers,' said Mr. Ouellet."

J.P. Perreault Foundation to Tour Europe
June 9, 1994, no. 118

"Minister of Foreign Affairs André Ouellet announced that the Jean-Pierre Perreault Foundation would be receiving a grant of \$80 000 to perform its spectacle *LA VITA* in more than 10 European cities from July to October 1994. The tour will take the company to the prestigious Edinburgh Festival in Scotland, the well-known Contemporary Dance Festival in Châteauevallon, France, and to the Endhoven Festival in the Netherlands. The company will also visit Bordeaux, Brussels, Turnhout, Arnhem, Amsterdam and Aarhus, among other cities. 'I am pleased to see the growing popularity of Canadian dance on the stages of the world. Tours like this one help to promote Canada's cultural identity abroad and to confirm our country's great artistic reputation,' said Mr. Ouellet."

Czech Minister of Industry and Trade to Visit Canada
June 9, 1994, no. 117

"The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced the visit of Mr. Vladimir Dlouhy, Minister of Industry and Trade of the Czech Republic, June 9 and 10, 1994. 'The Czech Republic has come through its political and economic metamorphosis in good shape. There is stability and solid growth. Investment and trade opportunities for Canadians are growing apace,' Mr. MacLaren said."

STATEMENTS:

"If there is a key to growth and employment in the interdependent world of the late 20th century it rests with our collective ability to build a fundamentally open, rules-based global economy — the cornerstone of the new world order which we have all been seeking. The new World Trade Organization (WTO) has the potential to be just that — a powerful, independent body to guide the global trading system and to serve as a counter-weight to the pressures created by economic uncertainty and

insecurity. Our challenge is to give this new body the credibility, legitimacy and purpose necessary to take us into the next century. First, we all must commit ourselves to full and effective implementation of the Uruguay Round agreement so that its achievements can be put into force on January 1, 1995. This means that we must all conclude expeditiously domestic ratification procedures. ... We must also recognize that the WTO should not and cannot operate in isolation. The world is increasingly globalized with trade, capital and technology crossing borders 24 hours a day. Close co-operation among the Bretton Woods institutions, as called for in the final act of the WTO agreement, is essential to a more coherent approach to the world economy. ... The OECD [Organization for Economic Co-operation, for its part, is a valuable forum for analysis of the many issues that lie ahead as a result of rapid global economic integration and that might — in part or in whole — be placed on the WTO agenda. ... The OECD is also well placed to examine the emerging issue of trade and labour standards. Further liberalization of trade is critical to the longer-term growth of the global economy — a process that can only have a salutary effect on wages and employment. Yet, globalization can also raise concerns about potential comparative advantages based upon lower labour standards, intensifying the insecurities that workers in the industrialized world already feel in the face of technological and economic change.... [I]n this area, as with trade and environment, we must make progress only on the basis of mutual consent. Canada does not support the use of trade sanctions to impose standards of conduct. ... Equally important is the OECD's work on trade and competition policy. It should be possible over the next year to outline those aspects of competition policy of significance to the cross-border flow of goods and services which are ripe for inclusion in a future international agreement. ... This work may in time also provide the key to dealing with unfair pricing practices of firms without some of the distortions and costs associated with the blunt instrument of anti-dumping. Likewise, international trade and investment are key elements in the contemporary world economy in which North and South clearly have mutual interests and an increasingly shared responsibility. Canada strongly supports the OECD initiative for a new international investment agreement and intends to participate actively in its development. This work must progress quickly in the working groups which will be established. But perhaps the most difficult challenge facing the OECD is to help construct an international dialogue and a consensus. A relevant, active OECD can play a major role in facilitating shared discussion, analysis and co-operation. It can also provide member governments with the intellectual ballast needed to help resist domestic pressures for short-term solutions. And it can build bridges, not only among the main industrial economies, but with the newly independent states of Central Europe and the dynamic non-member economies in both Asia and Latin America. This is a process which is increasingly vital in an integrated world economy."

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, at the OECD Ministerial Council Meeting (Paris, France, June 7, 1994, 94-30)

"On behalf of the Government of Canada, I would like to welcome the parliamentarians from Central and Eastern Europe to Ottawa. Your objective is to learn how our Parliament works, but your visit should also serve as a reminder to us of the value of this institution. Regardless of our political affiliation, we parliamentarians all share this conviction: it is absolutely necessary to debate current issues freely. We represent the people, and in this capacity we speak for them in our debates. ... I would like to salute your courage, and that of your compatriots for fighting relentlessly against tyranny to build your legislative assemblies — for fighting force with reason to form your political parties. Yours is an example that we cannot allow ourselves to forget. ... Our government has recognized the importance of the geopolitical changes that you not only witnessed but played a part in. It has also clearly heard the message from the inhabitants of this country. ... During the debate that we had in this House on the review of Canada's foreign policy, I emphasized that our main duty in Europe is to contribute toward establishing economic and democratic structures and to guarantee Central and Eastern European security. ... With citizenship issues not fully resolved in Latvia and Estonia, parliamentarians there confront the difficult task of representing members of society who do not vote in the national elections. The challenge is particularly difficult in small countries which have reason to feel vulnerable next to larger neighbours. Indeed, in Estonia, Russian troops are still quartered a mere 100 meters from the parliament buildings. This government is keenly aware of your security concerns. We firmly believe that NATO [the North Atlantic Treaty Organization] should welcome new members in contributing further to the stability of Europe. We will contribute to the full extent of our capacities to NATO's Partnership for Peace; and we urge your governments to do the same. Associate membership in the Western European Union and the European Union has been granted to most of your countries. We expect full membership will follow and encourage you to prepare for it. ... We will also continue our efforts to further expand trade and investment in Central and Eastern Europe. ... Canada recognizes that security in the modern world is multi-faceted. Beyond membership in regional security organizations, we are convinced that only true democracies can ensure peace, security and stability in Europe. This is why Canada strongly supports the European Stability Pact. I made this point very clear to your respective foreign ministers in Paris last week. ... Together we must identify the challenges facing Eastern and Central Europe and recognize the importance of democratic institutions in building your new societies. Thank you."

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, at a Seminar on the Canadian parliamentary system (Ottawa, Ontario, May 31, 1994, 94-31)

UPCOMING EVENTS:

July 5-13, 1994:	Jeux de la francophonie (Paris, France)
July 8-10, 1994:	G-7 Economic Summit (Naples, Italy)
July 11, 1994:	World Population Day
August 18-28, 1994:	Commonwealth Games (Victoria, British Columbia)
September 5-13, 1994:	UN International Conference on Population and Development (Cairo, Egypt)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.
